

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023\_419

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 17 novembre 2023 par laquelle l'entreprise ETS KALITHOS, 1505 ZA Les Loyes, 38680 SAINT-JUST-DE-CLAIX, représentée par Monsieur VINCENT Thomas, sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage au droit du N°37 Grande Rue, dans le cadre de travaux de réfection de façade, **à compter du 22 novembre 2023**,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** le Code général des Propriétés des Personnes publiques,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le Code de la Voirie routière,

**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

**VU** le Règlement de Voirie communale,

**VU** la délibération 2019\_070 du 9 juillet 2019,

**VU** l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que pour permettre la réalisation des travaux boulevard du champ de Mars, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes,

**A R R E T E**

**Article 1 - Autorisation : Du 22 novembre au 21 décembre 2023**, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public afin d'installer un échafaudage au droit du N°37 Grande Rue, comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 - Restrictions de stationnement et de circulation** : La circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours, de service et de livraisons, seront préservés en toute circonstance.

**Le bénéficiaire est informé que la Grande Rue étant piétonne, une borne en barre l'accès aux véhicules.**

**La borne est ouverte les jours de semaine de 5 h 30 à 11 h pour permettre les livraisons. Le camion de déménagement devra donc accéder à la rue entre 8 h et 11 h. La sortie de la rue peut se faire en dehors de ce créneau horaire.**

**Article 3 - Responsabilité** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du déménagement. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

**Article 4 - Redevance** : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération du Conseil municipal (3,30 €/m²/semaine sur trottoir, et 6,61 €/m²/semaine sur chaussée, toute semaine entamée est due).

**Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux** : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de trente (30) jours à compter du 22 novembre 2023. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 6 - Formalités d'urbanisme** : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

**Article 7 - Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté

**Article 8 - Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 17 novembre 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

